RCS : VANNES
Code greffe : 5602

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de VANNES atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2017 B 00151
Numéro SIREN : 827 887 217
Nom ou dénomination : AB VANNES

Ce dépôt a été enregistré le 08/09/2023 sous le numéro de dépôt 4643

AB Vannes

Société à Responsabilité Limitée au capital de 50 000,00 €
Siège social : 69 Route de Nantes – 56860 SENE
RCS SAINT-MALO n°827.887.217

PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS DE L'ASSEMBLEE GENERALE

EXTRAORDINAIRE EN DATE DU 23 JUIN 2023

L'An Deux Mille Vingt-Trois (2023)
Le Vingt-Trois Juin (23/06)
A 09 h 00
Au siège social

Les Associés de la société dénommée AB Vannes, Société à Responsabilité Limitée au capital de 50 000,00 €, dont le siège social est situé 69, Route de Nantes – 56860 SENE, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de VANNES sous le numéro 827.887.217, se sont spontanément réunis en Assemblée Générale Extraordinaire, sur demande de la Gérance.

La séance est ouverte sous la présidence de Monsieur Olivier RENARD, Gérant et associé, propriétaire de 350 parts sociales, en pleine propriété.

Le président de séance constate qu'est également présente, Madame Ingrid RENARD, associé propriétaire de 150 parts sociales, en pleine propriété.

Le Président constate en conséquence que tous les associés, représentant ensemble la totalité des 500 parts composant le capital social, sont présent(e)s ; que l'Assemblée Générale peut donc valablement délibérer et prendre ses décisions aux conditions de quorum et de majorité prévues par les statuts.

Les Associés peuvent prendre connaissance des documents suivants déposés sur le bureau de l'assemblée générale :

- les statuts de la Société,
- le projet de texte des résolutions proposées.

Le Président de séance déclare que les documents et renseignements prévus par les dispositions législatives et réglementaires ont été portés à la connaissance des associés de manière à ce que ces derniers puissent participer aux délibérations ci-après en parfaite connaissance de cause. Tous les associés lui donnent acte de cette déclaration et reconnaissent la validité de la présente réunion.

Le Président de séance rappelle ensuite que la présente assemblée a été réunie à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- agrément de la société FOLEY INVEST en qualité d'associé,
- agrément du projet d'apport par Monsieur Olivier RENARD de 350 parts sociales au bénéfice de la société FOLEY INVEST,
- agrément du projet d'apport par Madame Ingrid RENARD de 150 parts sociales au bénéfice de la société FOLEY INVEST,
- modifications statutaires corrélatives sous condition suspensive de la réalisation des apports en nature de titres envisagés,
- pouvoirs pour les formalités.

Ceci étant rappelé, le Président de séance ouvre les débats. Personne ne demandant plus la parole, il met successivement aux voix les résolutions à l'ordre du jour.

PREMIERE RESOLUTION
Agrément de la société FOLEY INVEST en qualité d'associé

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité prévues par l'article 11 des statuts et après avoir pris connaissance du projet formé par Monsieur Olivier RENARD et par Madame Ingrid RENARD d'apporter à la société FOLEY INVEST, société à responsabilité limitée en cours d'immatriculation au RCS de VANNES, dont le siège social sera fixé 11 Impasse des Charmes – 56450 THEIX -NOYAL, la pleine propriété de 500 parts sociales de la Société, qu'ils détiennent ensemble dans la société AB Vannes,

décide d'agréer, en tant que de besoin, en qualité de nouvel associé de la société AB Vannes, la société FOLEY INVEST, ci-avant désignée, sous réserve de la réalisation effective des apports en nature décrits à la 2nde et 3ème résolutions ci-après.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

DEUXIEME RESOLUTION
Agrément du projet d'apport par Monsieur Olivier RENARD de 350 parts sociales au bénéfice de la société FOLEY INVEST

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité prévues par l'article 11 des statuts,

décide d'agréer, en tant que de besoin, l'apport en nature par Monsieur Olivier RENARD au bénéfice de la société FOLEY INVEST, de la pleine propriété des 350 parts sociales qu'il détient dans le capital de la société AB Vannes (représentant 100% de sa participation à la date des présentes), ainsi que les conditions et modalités dudit apport en nature, après avoir pris connaissance du projet de traité d'apport y afférent.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

TROISIEME RESOLUTION

Agrément du projet d'apport par Madame Ingrid RENARD de 150 parts sociales au bénéfice de la société FOLEY INVEST,

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité prévues par l'article 11 des statuts,

décide d'agréer, en tant que de besoin, l'apport en nature par Madame Ingrid RENARD au bénéfice de la société FOLEY INVEST, de la pleine propriété des 150 parts sociales qu'elle détient dans le capital de la société AB Vannes (représentant 100% de sa participation à la date des présentes), ainsi que les conditions et modalités dudit apport en nature, après avoir pris connaissance du projet de traité d'apport y afférent.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

QUATRIEME RESOLUTION

Modifications statutaires corrélatives sous condition suspensive de la réalisation des apports en nature de titres envisagés

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité prévues pour les décisions prises à titre extraordinaire, sous réserve de l'adoption des résolutions qui précèdent et de la réalisation effective des apports en nature de titres sociaux qui y sont décrits,

décide de compléter et de modifier les articles 7 et 8 des statuts de la Société, ainsi qu'il suit :

*« **ARTICLE 7 – APPORTS***

[...] Inchangé.

Adjonction du paragraphe ci-dessous :

Evolutions du capital social postérieurement à la constitution de la Société

Suivant acte sous seings privés en date du 23 juin 2023, Monsieur Olivier RENARD a fait apport à la société FOLEY INVEST de la pleine propriété de 350 parts sociales.

Suivant acte sous seings privés en date du 23 juin 2023, Madame Ingrid RENARD a fait apport à la société FOLEY INVEST de la pleine propriété de 150 parts sociales ».

*« **ARTICLE 8 - CAPITAL SOCIAL***

Nouvelle rédaction :

Le capital social est fixé à la somme de CINQUANTE MILLE EUROS (50.000 €).

Il est divisé en CINQ CENTS (500) parts sociales d'une valeur nominale de CENT EUROS (100 €) chacune, intégralement souscrites et libérées, attribuées en totalité à la société Foley INVEST.

Total égal au nombre de parts composant le capital social ***500 parts ».***

Le reste des statuts demeure sans changement.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

CINQUIEME RESOLUTION
Pouvoirs pour les formalités

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité prévues pour les décisions prises à titre extraordinaire,

confère tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait certifié conforme du présent procès-verbal, à l'effet d'accomplir toutes les formalités nécessaires auprès du Registre du Commerce et des Sociétés.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

* * *

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, le Président déclare la séance levée.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par tous les Associés.

Monsieur Olivier RENARD	***Madame Ingrid RENARD***
	

AB VANNES

Société à responsabilité limitée à associé unique au capital de 50 000,00 €
Siège social : 69 Route de Nantes – 56860 Sené
RCS VANNES n°827.887.217

STATUTS MIS A JOUR

- *Assemblée Générale Extraordinaire du 23 juin 2023 –*

- *Modification de la répartition du capital social –*

Pour copie certifiée conforme à l'original :

La Gérance



CHAPITRE I

FORME – OBJET – DENOMINATION SOCIALE – SIEGE SOCIAL – EXERCICE SOCIAL – DUREE

ARTICLE 1 – FORME

Il est formé entre les propriétaires des parts sociales ci-après créées et de celles qui pourraient l'être ultérieurement, une Société à Responsabilité Limitée, qui sera régie par les lois en vigueur et notamment par les lois en vigueur et notamment par les articles L223-1 du Code de commerce, ainsi que par les présents statuts.

ARTICLE 2 – OBJET SOCIAL

La société a pour objet :

- L'exploitation d'un Pub / Brasserie / Restaurant avec licence 4/
- Et, plus généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, mobilières ou immobilières, se rapportant directement ou indirectement à l'objet social ou susceptibles d'en faciliter l'extension ou le développement.

ARTICLE 3 – DENOMINATION SOCIALE

La société a pour dénomination sociale : AB Vannes

Tous les actes et les documents émanant de la société et destinés aux tiers indiqueront la dénomination sociale, précédée ou suivie immédiatement des mots « Société à Responsabilité Limitée » ou des initiales « SARL » et de l'énonciation du capital social.

ARTICLE 4 – SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé à : 69 Route de Nantes ; 56860 Séné

Il pourra être transféré en tout autre lieu de la même ville ou des départements limitrophes par simple décision de la gérance, et en tout autre endroit par décision extraordinaire de l'assemblée des associés.

ARTICLE 5 – EXERCICE SOCIAL

Chaque exercice social a une durée d'une année qui commence le 1er Janvier et finit le 31 décembre de chaque année. Par exception, le premier exercice sera inférieur à 12 mois et se clôturera le 31/12/2017.

ARTICLE 6 – DUREE

La durée de la société est fixée à 99 ans à compter de la date de son immatriculation au Registre du Commerce et des sociétés, sauf prolongation ou dissolution anticipée.

CHAPITRE II

APPORTS – CAPITAL SOCIAL

ARTICLE 7 – APPORTS

APPORTS EN NUMERAIRE
Les associés apportent à la société la somme de 50 000 euros, soit cinquante mille euros

Sur ces apports en numéraire,

Mr RENARD Olivier apport la somme de 35 000 euros.
Mme RENANRD Ingrid apporte la somme de 15 000 euros.

La totalité de ces apports en numéraires, soit la somme de 50 000 euros a été déposée au crédit du compte bancaire ouvert au nom de la société en formation auprès de BNP Paribas.
Elle sera retirée par la gérance sur présentation du certificat du greffe du tribunal de commerce attestant l'immatriculation de la société au Registre du Commerce et des Sociétés.

RECAPITULATION DES APPORTS CONCOURANT A LA FORMATION DU CAPITAL SOCIAL

- Apport en numéraire de Mr RENARD Olivier 35000 euros
- Apport en numéraire de Mme RENARD Ingrid 15000 euros

Total des apports formant le capital social de 50 000 euros.

Evolution du capital social postérieurement à la constitution de la Société

Suivant acte sous seings privés en date du 23 juin 2023, Monsieur Olivier RENARD a fait apport à la société FOLEY INVEST de la pleine propriété de 150 parts sociales.

ARTICLE 8 – <u>CAPITAL SOCIAL</u>

Le capital social est fixé à la somme de CINQUANTE MILLE EUROS (50.000 €).

Il est divisé en CINQ CENT (500) parts sociales d'une valeur nominale de CENT EUROS (100€) chacune, intégralement souscrites et libérées, attribuées en totalité à la société Foley INVEST.

Total égal au nombre de parts composant le capital social **500 parts.**

CHAPITRE III

PARTS SOCIALES – CESSION DE PARTS

ARTICLE 9 - <u>DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX PARTS SOCIALES</u>

Chaque part sociales donne droit à une voix dans tous les votes et délibérations et confère à son propriétaire un droit égal dans les bénéfices de la société et dans tout l'actif social.
La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux statuts de la société et aux décisions adoptées dans le cadre de ladite société.

ARTICLE 10 – <u>FORME DES CESSIONS DE PARTS</u>

La cession des parts sociales doit être constatée par écrit. Elle n'est opposable à la société qu'après avoir été signifiée à cette dernière au moyen du dépôt d'un original au siège social contre remise par le gérant d'une attestation de ce dépôt.
Pour être opposable aux tiers, elle doit en outre faire l'objet d'un dépôt au greffe du Tribunal de Commerce.

ARTICLE 11 - AGRÉMENT DES TIERS

Les parts sociales sont librement cessibles entre :

- Mr RENARD Olivier
- Mme RENARD Ingrid

Elles ne peuvent être transmises à des tiers, autres que les catégories visées ci-dessus, qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins la moitié des parts sociales.
Ce consentement est sollicité dans les conditions prévues par la loi.

ARTICLE 12 - DÉCÈS D'UN ASSOCIE

En cas de décès d'un associé, la société continuera entre les associés survivants et les héritiers de l'associé décédé, sous condition de leur éventuel agrément tel que prévu à l'article 11 des présents statuts.

ARTICLE 13 - REUNION DE TOUTES LES PARTS EN UNE SEULE MAIN

En cas de pluralité d'associés, la réunion de toutes les parts en une seule main n'entraîne pas la dissolution de la société qui continue d'exister avec un associé unique. Celui-ci exerce alors tous les pouvoirs dévolus à l'Assemblée des associés.

CHAPITRE IV

GESTION ET CONTRÔLE DE LA SOCIÉTÉ

ARTICLE 14 - GÉRANCE

La société est administrée par un ou plusieurs gérants, personnes physiques, choisi(s) parmi les associés ou en dehors d'eux.
Le ou les gérant(s) sont désignés pour la durée de la société ou pour un nombre déterminé d'exercices, par décision des associés représentant plus de la moitié des parts sociales,
Ils peuvent être révoqués dans les mêmes conditions.
En rémunération de ses fonctions et en compensation de la responsabilité attachée à la gestion, chaque gérant a droit à une rémunération fixe, proportionnelle ou mixte, dont le montant et les modalités de paiement sont déterminés par décision collective ordinaire des associés.

ARTICLE 15 - POUVOIRS ET RESPONSABILITÉ DE LA GÉRANCE

Dans ses rapports avec les associés, la gérance engage la société par les actes entrant dans l'objet social. Ses pouvoirs peuvent être limités dans l'acte de nomination.
Dans les rapports avec les tiers de bonne foi, la société est engagée, même par les actes du gérant qui ne relèvent pas de l'objet social.
Le gérant ne pourra se porter, au nom de la société, caution solidaire ou aval au profit d'un tiers, sans l'agrément préalable des associés représentant au moins la moitié des parts sociales.
L'opposition formée par un gérant aux actes d'un autre gérant est sans effet à l'égard des tiers à moins qu'il ne soit établi qu'ils en ont eu connaissance.
Le ou les gérants peuvent, sous leur responsabilité, constituer des mandataires pour un ou plusieurs objets déterminés.
Le ou les gérants sont responsables individuellement ou solidairement envers la société ou envers les tiers, soit des infractions aux dispositions législatives ou réglementaires applicables aux sociétés à responsabilité limitée, soit des violations des présents statuts, soit des fautes commises dans leur gestion.

ARTICLE 16 - COMMISSAIRE AUX COMPTES

Dès que la société dépasse deux des trois seuils suivants :

- chiffre d'affaires hors taxes supérieur ou égal à 3 100 000 euros,
- total du bilan supérieur ou égal à 1 550 000 euros,
- nombre moyen de salariés supérieur ou égal à 50,

les associés statuant à la majorité requise pour les décisions collectives ordinaires doivent désigner un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires et suppléants.
Ils exercent leur mission de contrôle conformément à la loi. Les commissaires aux comptes sont désignés pour six exercices.

CHAPITRE V

CONVENTION ENTRE UN GÉRANT OU UN ASSOCIE ET LA SOCIÉTÉ

ARTICLE 17 - CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE

Sous réserve des interdictions légales, toute convention conclue entre la société et l'un de ses gérants ou associés, doit être soumise au contrôle de l'assemblée des associés.

Les dispositions du présent article s'étendent aux conventions passées avec une société dont un associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur, directeur général, membre du directoire ou membre du conseil de surveillance, est simultanément gérant ou associé de la société à responsabilité limitée.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales.

ARTICLE 18 - CONVENTIONS INTERDITES

A peine de nullité du contrat, il est interdit aux gérants ou associés autres que les personnes morales de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la société, de se faire consentir par elle un découvert, en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers les tiers. Cette interdiction s'applique aux représentants légaux des personnes morales associées.

Cette interdiction s'applique également aux conjoints, ascendants et descendants des personnes visées à l'alinéa 1er du présent article ainsi qu'à toute personne interposée.

ARTICLE 19 - COMPTES COURANTS D'ASSOCIES

Chaque associé peut consentir des avances à la société sous forme de versements dans la caisse sociale. Les conditions de rémunération et de retrait de ces comptes courants, notamment, sont fixées par acte séparé entre les intéressés et la gérance en conformité avec les dispositions de l'article 17. Les comptes courants ne peuvent jamais être débiteurs.

CHAPITRE VI

DÉCISIONS COLLECTIVES

ARTICLE 20 - DECISIONS COLLECTIVES

Les décisions collectives statuant sur les comptes sociaux sont obligatoirement prises en Assemblée. Toutes les autres décisions collectives provoquées à l'initiative de la gérance, du Commissaire aux comptes ou d'un mandataire de justice sur demande d'un ou plusieurs associés, en cas de carence de la gérance, sont prises soit par consultation écrite des associés, soit par acte exprimant le consentement de tous les associés, soit en Assemblée, au choix de l'organe de la société ayant provoqué la décision.

Les procès-verbaux d'assemblées générales sont répertoriés dans un registre.

En cas d'associé unique, celui-ci exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée des associés par la loi. Il ne peut déléguer ses pouvoirs. Ses décisions unilatérales, prises aux lieu et place de l'assemblée, sont répertoriées dans un registre.

En cas de décès du gérant, tout associé peut convoquer l'assemblée générale afin de procéder à la nomination d'un nouveau gérant.

ARTICLE 21 - PARTICIPATION DES ASSOCIES AUX DECISIONS

Chaque associé a le droit de participer aux décisions collectives, et dispose d'un nombre de voix égal à celui des parts sociales qu'il possède. Chaque associé peut se faire représenter aux Assemblées par un autre associé ou par son conjoint, sauf si les associés sont au nombre de deux ou si la société ne comprend que les deux époux. Dans ces deux derniers cas chaque associé peut se faire représenter par toute personne de son choix.

Les représentants légaux d'associés juridiquement incapables peuvent participer au vote même s'ils ne sont pas eux-mêmes associés.

ARTICLE 22 - APPROBATION DES COMPTES

Chaque année, il doit être réuni dans les six mois de la clôture de l'exercice une Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé.
Les décisions sont adoptées dans les conditions prévues pour les décisions collectives ordinaires.

ARTICLE 23 - DÉCISIONS COLLECTIVES ORDINAIRES

Sont qualifiées d'ordinaires les décisions des associés ne concernant ni l'agrément de nouveaux associés, ni des modifications statutaires, sous réserve des exceptions prévues par la loi.

Les décisions collectives ordinaires doivent, pour être valables, être adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si cette majorité n'est pas obtenue, les décisions sont, sur deuxième convocation, prises à la majorité des votes émis, quel que soit le nombre des votants.

Toutefois, la majorité est irréductible, s'il s'agit de voter sur la nomination ou la révocation du gérant.

ARTICLE 24 - DECISIONS COLLECTIVES EXTRAORDINAIRES

Sont qualifiées d'extraordinaires les décisions du ou des associés modifiant les statuts, sous réserve des exceptions prévues par la loi.

Lorsque la société comprend plusieurs associés, les décisions extraordinaires ne peuvent être valablement prises que si les associés présents ou représentés possèdent au moins :
- sur première convocation, le quart des parts,
- sur seconde convocation, le cinquième de celles-ci.

A défaut de ce quorum, la deuxième assemblée peut être convoquée à une date postérieure ne pouvant excéder deux mois à compter de la date initialement prévue.
Dans l'un ou l'autre de ces deux cas, les modifications sont décidées à la majorité des deux tiers des parts détenues par les associés présents ou représentés.

Le changement de nationalité de la société ne peut être décidé qu'à l'unanimité des associés.

ARTICLE 25 - CONSULTATIONS ECRITES - DÉCISIONS PAR ACTE

Les décisions collectives autres que celles ayant pour objet de statuer sur les comptes sociaux peuvent être prises par consultation écrite des associés à l'initiative des gérants ou de l'un d'eux. Les décisions résultent d'un vote formulé par écrit.

Le texte des résolutions proposées, le rapport des gérants ainsi que, le cas échéant, celui du Commissaire aux comptes, sont adressés aux associés par lettre recommandée.
Les associés disposent d'un délai pour émettre leur vote par écrit. Ce délai est fixé par le ou les gérants sans pouvoir être inférieur à quinze jours à compter de la date de réception des projets de résolution.

Pour chaque résolution, le vote est exprimé par oui ou par non. Tout associé qui n'aura pas adressé sa réponse dans le délai ci-dessus sera considéré comme s'étant abstenu. Pendant ledit délai, les associés peuvent exiger de la gérance les explications complémentaires qu'ils jugent utiles.

Les décisions sont adoptées à l'issue de la consultation aux conditions de majorité prévues par les articles 23 et 24 des présents statuts selon l'objet de la consultation.

Ces décisions peuvent également résulter du consentement de tous les associés exprimé dans un acte. La réunion d'une assemblée peut cependant être demandée par un ou plusieurs associés représentant au moins, soit à la fois le quart en nombre des associés et le quart des parts sociales, soit seulement la moitié des parts sociales.

CHAPITRE VII

AFFECTATION DES RÉSULTATS

ARTICLE 26 - AFFECTATION DES RESULTATS

Après approbation des comptes et constatation de l'existence d'un bénéfice distribuable, une fois prélevé 5 % pour constituer le fonds de réserve légale, l'Assemblée Générale détermine, sur proposition de la gérance, toutes les sommes qu'elle juge convenable de prélever sur ce bénéfice pour être reportées à nouveau sur l'exercice suivant ou inscrites à un ou plusieurs fonds de réserves facultatifs ordinaires ou extraordinaires, généraux ou spéciaux, dont elle règle l'affectation ou l'emploi.

Le surplus, s'il en existe, est attribué aux associés sous forme de dividende.

Le prélèvement de 5 % cesse d'être obligatoire lorsque le fonds atteint le dixième du capital social.

L'Assemblée Générale peut décider en outre la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves ; Dans ce cas, la décision indique expressément les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués.

Les sommes dont la mise en distribution est décidée sont réparties entre les associés gérants ou non gérants proportionnellement au nombre de leurs parts sociales.

CHAPITRE VIII

TRANSFORMATION - DISSOLUTION

ARTICLE 27 - TRANSFORMATION

La société pourra se transformer en société commerciale de toute autre forme, sans que cette opération n'entraîne la création d'un être moral nouveau.

ARTICLE 28 - DISSOLUTION

A l'expiration de la société, sauf prorogation de celle-ci ou en cas de dissolution anticipée, une décision des associés nomme un ou plusieurs liquidateurs dont elle détermine les pouvoirs et qui exercent leurs fonctions conformément à la loi.

ARTICLE 29 - CAPITAUX PROPRES INFERIEURS A LA MOITIE DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait des pertes constatées, les capitaux propres de la société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, la gérance doit, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître cette perte, consulter les associés afin de décider, s'il y a lieu ou non à dissolution anticipée de la société.

L'Assemblée délibère aux conditions de majorité prévues pour les décisions collectives extraordinaires.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit, avant la fin du second exercice suivant celui au cours duquel la constatation des pertes est intervenue, être réduit d'un montant au moins égal au montant des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si, dans ce délai, les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à un montant au moins égal à la moitié du capital social.

A défaut de respect des dispositions ci-dessus, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la société.

ARTICLE 30 – <u>CONTESTATIONS</u>

Toutes contestations pouvant s'élever au cours de la société ou de sa liquidation entre les associés et la société, ou entre associés eux-mêmes concernant les affaires sociales, l'interprétation ou l'application des statuts seront de la compétence exclusive des tribunaux dans le ressort desquels est établi le siège social de la société.

-STATUTS MIS A JOUR – ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE DU 23 JUIN 2023 – MODIFICATION DE LA REPARTITION DU CAPITAL SOCIAL-